

POLITIQUE CLIMATIQUE

Cette politique a été approuvée par le Comité exécutif du groupe Air France-KLM le 28 janvier 2026.

Contexte et objectifs

Air France-KLM reconnaît l'importance de concilier performance économique et gestion responsable de l'environnement et s'engage à construire de manière proactive un avenir plus durable pour notre secteur. Le groupe s'engage à rendre compte et à suivre régulièrement ses performances environnementales à l'aide d'objectifs et d'indicateurs clés, ainsi qu'à utiliser plus efficacement les ressources naturelles et l'énergie.

L'analyse de double matérialité d'Air France-KLM a confirmé que le changement climatique est l'un des enjeux les plus importants pour notre entreprise. Le Groupe est conscient de l'impact de ses activités sur le changement climatique et prend en compte les risques physiques et de transition qui y sont associés. Ne pas anticiper ces risques et ne pas s'y adapter pourrait avoir des conséquences négatives sur les performances financières, la réputation et les activités futures de l'entreprise.

En conséquence, Air France-KLM a élaboré une politique climatique qui définit les principes guidant la prise de décision au sein du Groupe Air France-KLM, propose des leviers pour un plan de transition et fixe un objectif de réduction de l'impact climatique de l'entreprise.

Champ d'application et gouvernance

La présente politique s'applique aux entités aériennes d'Air France-KLM, à savoir Air France, KLM Royal Dutch Airlines, Transavia France, Transavia Netherlands et Air France KLM Martinair Cargo, y compris leurs chaînes de valeur en amont et en aval. Dans le cadre de cette politique, le terme « Air France-KLM » désigne l'ensemble des entités susmentionnées.

Les questions environnementales, y compris le changement climatique, sont supervisées au plus haut niveau du groupe Air France-KLM, à savoir par le Conseil d'administration et le Comité exécutif du groupe.

En cas de préoccupations concernant le respect de cette politique, les personnes sont encouragées à utiliser la procédure d'alerte d'Air France-KLM¹. Toutes les préoccupations et alertes soulevées par le biais de cette procédure seront traitées de manière confidentielle.

Lignes directrices et principes clés

Air France-KLM reconnaît l'impact de l'aviation sur le changement climatique et s'engage à assumer sa responsabilité pour lutter contre le changement climatique dans le secteur aérien. Le Groupe soutient l'adoption d'objectifs environnementaux ambitieux, en plaidant pour une transformation à l'échelle de l'industrie qui garantisse des conditions de concurrence équitables au niveau mondial.

En tant que signataire du Pacte mondial des Nations Unies depuis 2003, Air France-KLM s'engage à :

- Collaborer avec les parties prenantes, notamment les clients, les employés, les fournisseurs, les partenaires, les décideurs publics et les influenceurs, les communautés et les actionnaires, afin d'identifier et d'évaluer les impacts, les risques et les opportunités liés à l'environnement

¹ Plateforme de signalement : <https://integrity.airfranceklm.com/>

- Veiller à ce que sa stratégie environnementale, ainsi que la politique et les objectifs climatiques qui y sont associés, soient alignés sur les dernières données scientifiques
- Être un leader du secteur en collaborant avec l'ensemble de l'écosystème aérien – partenaires industriels, chercheurs, gouvernements et société civile – afin d'accélérer le développement et l'adoption de changements et de solutions systémiques qui réduisent l'impact climatique du secteur de l'aviation
- Contribuer aux écosystèmes économiques nationaux et locaux, favoriser les échanges commerciaux et créer des emplois grâce à nos activités tout en réduisant notre impact sur le climat

Ambition et objectifs

L'ambition d'Air France-KLM s'aligne pleinement sur l'objectif mondial à long terme de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui vise la neutralité carbone d'ici 2050. Afin de suivre les progrès accomplis vers la réalisation de cette ambition, le Groupe s'est fixé l'objectif suivant, défini et validé par la SBTi : **une réduction de 17,8 % des émissions de CO₂e par TKT² d'ici 2030** par rapport à 2024 (scope 1 + scope 3 catégorie 3).

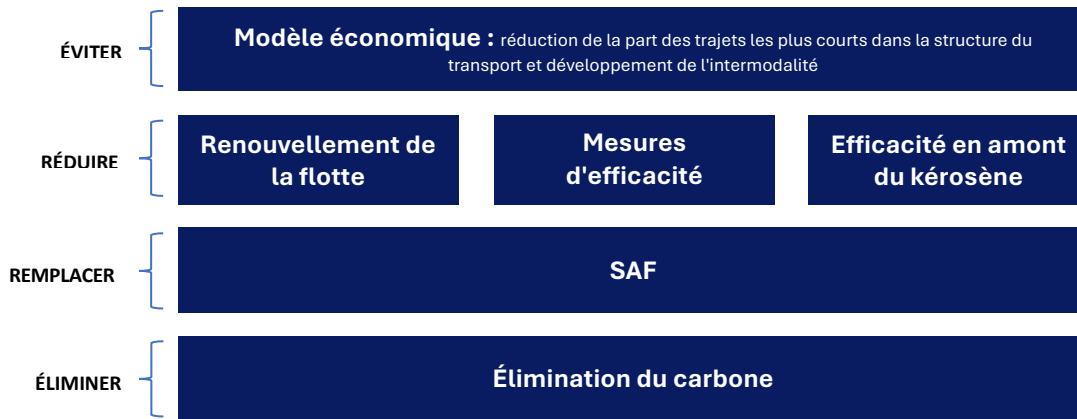
Plan de transition

Pour concrétiser l'ambition d'Air France-KLM et atteindre son objectif, le Groupe a élaboré un plan de transition pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Ce plan de transition s'articule autour de deux axes : **A. Opérations aériennes** et **B. Opérations au sol**.

A. Opérations aériennes

L'axe « Opérations aériennes » s'articule autour de cinq leviers visant à **éviter** les émissions en réduisant la part des itinéraires les plus courts dans la composition des liaisons du Groupe tout en déployant des alternatives intermodales ; **à réduire** les émissions et à utiliser l'énergie plus efficacement grâce au renouvellement de la flotte, à des mesures d'efficacité opérationnelle et à l'amélioration de l'efficacité en amont du kérosène ; et **à remplacer** progressivement les combustibles fossiles par des alternatives à plus faibles émissions de GES. Enfin, une compensation carbone sera nécessaire pour les émissions résiduelles qui ne peuvent être évitées ou réduites.

² TKT : tonne-kilomètre transportée



1. Modèle économique : réduction structurelle des trajets les plus courts dans le mix de transport du Groupe (par exemple, réduction de l'offre sur le marché intérieur français) tout en proposant aux clients, grâce à des partenariats stratégiques avec des opérateurs ferroviaires, des produits intermodaux afin d'accroître les possibilités de combiner des émissions de GES plus faibles grâce à des modes de transport alternatifs.

2. Renouvellement de la flotte : investir dans le renouvellement de la flotte avec des avions dotés des dernières technologies qui consomment jusqu'à 25 % de carburant en moins qu'un avion de taille équivalente de la génération précédente, selon les informations fournies par les constructeurs aéronautiques. Pour le renouvellement de la flotte, un investissement moyen d'environ 3 000 millions d'euros par an est prévu jusqu'en 2030. Il s'agit d'un montant d'investissement brut calculé avant les opérations de cession-bail, et il inclut les actifs en droit d'usage des nouveaux contrats de location simple.

3. Mesures d'efficacité opérationnelle : mise en place de programmes de réduction des émissions de CO₂ dans toutes les divisions. Ces programmes se concentrent sur l'optimisation des trajectoires de vol, la politique en matière de carburant, l'écopilotage, les performances des avions et la réduction du poids à bord.

4. Efficacité en amont du kérosène : collaboration étroite avec les producteurs d'énergie sur l'efficacité de la production de kérosène (scope 3).

5. Carburants aériens durables (SAF) : remplacer progressivement les carburants fossiles par des carburants aériens durables (SAF), qui désignent une alternative au carburant aviation classique (kérosène d'origine fossile) et comprennent les carburants aériens synthétiques issus d'hydrogène renouvelable et de carbone capturé, les biocarburants aériens avancés et autres, ainsi que les carburants aériens à base de carbone recyclé. Le Groupe adhère à une politique d'approvisionnement stricte pour les carburants aériens durables (SAF) volontaires, visant à acheter des carburants de deuxième génération qui n'entrent pas en concurrence avec la chaîne alimentaire humaine ou animale, sont certifiés RSB ou ISCC+, ne sont pas produits à partir d'huile de palme et réduisent les émissions de CO₂ d'au moins 65 % sur l'ensemble de leur cycle de vie – de la production à la combustion – par rapport au kérosène fossile. En ce qui concerne les obligations relatives aux carburants aériens durables (SAF), le Groupe se conforme aux réglementations locales.

Les absorptions de carbone ne sont pas incluses dans le plan du Groupe pour atteindre son objectif 2030, conformément à la méthodologie SBTi, mais des crédits carbone seront acquis pour se conformer aux réglementations (art. 147 et CORSIA).

Effets autres que le CO₂

L'impact climatique de l'aviation ne se limite pas au CO₂. Les avions produisent d'autres émissions telles que la vapeur d'eau, les particules de suie et les oxydes d'azote qui interagissent avec l'atmosphère et contribuent au changement climatique. Les deux principaux effets non liés au CO₂ sont les traînées de condensation (contrails) et les oxydes d'azote (NOx). De nombreuses incertitudes subsistent quant à l'évaluation de l'impact climatique des effets non liés au CO₂, mais les dernières études scientifiques s'accordent à dire qu'ils ont un impact significatif sur le réchauffement, en particulier à court terme, et qu'ils pourraient avoir un impact équivalent à celui des émissions de CO₂. En conséquence, Air France-KLM s'engage à collaborer activement avec les instituts de recherche, les décideurs politiques et les fournisseurs de solutions afin d'approfondir les connaissances sur les effets autres que le CO₂ et d'accélérer la mise en œuvre de mesures d'atténuation.

B. Opérations au sol

Le Groupe s'engage à utiliser plus efficacement les ressources naturelles et l'énergie et à réduire ses émissions liées aux opérations au sol en utilisant des équipements au sol électriques et en mettant en œuvre des mesures d'efficacité énergétique visant à réduire la consommation d'énergie, notamment en investissant dans des systèmes de chauffage électriques pour les bâtiments et en recourant aux énergies renouvelables chaque fois que cela est possible.

Tarification interne du carbone

La tarification interne du carbone est un outil utilisé par Air France-KLM pour intégrer le coût des émissions de CO₂ dans les décisions commerciales, telles que les compromis opérationnels et les investissements. Cela passe par l'attribution d'une valeur monétaire aux émissions de CO₂, appelée « prix du carbone », qui aide le Groupe à évaluer l'impact financier des décisions affectant ses émissions de CO₂. Le système de tarification interne du carbone est un levier transversal qui devrait contribuer à la réalisation de l'objectif du Groupe.

Mise en œuvre et responsabilités

Pour atteindre les objectifs de cette politique, Air France-KLM s'engage à mettre en œuvre un système de gestion environnementale ainsi que les plans d'action associés. Le comité exécutif du Groupe (GEC) s'implique pleinement dans la conduite et le suivi de l'avancement des plans d'action, et la rémunération des membres du GEC est liée à la réalisation de ces plans. La Direction Développement Durable du Groupe (GSO) pilote la mise en œuvre du Plan de transition à l'échelle du Groupe Air France-KLM, en veillant à ce que les plans d'action nécessaires soient en place.

La transition du secteur aérien vers la neutralité carbone nécessitera une collaboration solide et des investissements substantiels de la part de toutes les parties prenantes (compagnies aériennes, constructeurs aéronautiques, producteurs d'énergie, etc.), ainsi que des avancées technologiques continues et l'adoption de pratiques plus durables tout au long de la chaîne de valeur. En tant qu'acteur engagé, Air France-KLM reconnaît que la réussite de son Plan de transition dépend également de facteurs externes. Pour y répondre, il faudra des politiques publiques et des incitations adéquates, des efforts de recherche et développement ciblés, la transformation de certaines des plus grandes industries mondiales et une allocation importante de capitaux dans les secteurs public et privé.